

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des  
Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 01/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SA CHARPENTE INDUSTR LAMELLE COUVERTURE**

Zone de CHALEMBERT 2  
Rue Jean-Antoine CHAPTAL  
86130 Jaunay-Marigny

Références : 0007206017/BG/2026

Code AIOT : 0007206017

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement SA CHARPENTE INDUSTR LAMELLE COUVERTURE implanté PONT NEUF 17300 Rochefort. L'inspection a été annoncée le 10/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale produits chimiques au titre de l'année 2026.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SA CHARPENTE INDUSTR LAMELLE COUVERTURE

- PONT NEUF 17300 Rochefort
- Code AIOT : 0007206017
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement réalise des traitements chimiques sur le bois afin d'améliorer leur résistance aux agressions naturelles.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site stocke peu de produits chimiques, en faible quantité et peu de références. Les produits chimiques sont sur rétention ; l'appui des bacs d'une des rétentions est à améliorer afin de

permettre l'écoulement complet dans la rétention en cas de fuite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les FDS demandées par sondage. Les FDS étaient à jour. Un seul employé travaille sur le site ; il a présenté les FDS des produits. Ces FDS sont affichées dans le bureau du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de dispositifs absorbants et des extincteurs compatibles aux produits stockés sont présents sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (bain ou solution de traitement, produits biocides et substances actives notamment) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs ou récipients associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits sont stockés sur des rétentions dont les volumes sont suffisants. Néanmoins, le stockage des produits en cours de consommation est réalisé sur deux étages et pour le premier étage, le stockage s'appuie sur des planches en bois ; en conséquence, en cas de déversement le produit peut s'épandre en dehors de la rétention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n°1 : L'exploitant prévoit un support des récipients de produits chimiques n'entravant pas leur écoulement dans la rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant stocke des produits chimiques qui sont utilisés en mélange pour un traitement du bois ; en conséquence, ils ne sont pas incompatibles.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.3
---

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
---

Prescription contrôlée :
--------------------------

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
---

Constats :
------------

L'exploitant stocke peu de produits chimiques. L'état des stocks est tenu à jour.
---

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------